



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Objectif 6

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire sur laquelle la France est un pays leader.

Nourrir sainement une population croissante exige de décarboner la production ; à plus forte raison quand la biodiversité est de plus en plus menacée. L'innovation, tant technologique qu'organisationnelle, doit permettre d'accélérer les transformations de nos modèles de production agricole et agroalimentaire. Les objectifs de souveraineté alimentaire et de transition vers des systèmes alimentaires durables impliquent également de remettre de la valeur dans l'agriculture en payant nos agriculteurs pour le travail et l'investissement réalisés ainsi que d'accompagner les consommateurs vers une alimentation plus saine et plus durable.

Le cahier des charges est disponible ici : <https://anr.fr/CMA-2021>

AMI Compétences et Métiers d'Avenir

Sommaire

- I. Fiche Thématique : Alimentation durable et favorable à la santé (ADFS)**

- II. Fiche Thématique : Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique (SADEA)**

I. Fiche Thématique : Alimentation durable et favorable à la santé

I. Présentation de la stratégie

La stratégie « Alimentation durable et favorable à la santé » s'appuie sur 3 objectifs :

- Accompagner les transitions de l'industrie agroalimentaire ;
- Mieux comprendre les liens entre santé et alimentation pour mieux adapter son alimentation ;
- Répondre aux besoins et attentes du consommateur pour une alimentation locale et de qualité.

Accompagner les transitions de l'industrie agroalimentaire

La mobilisation des nouvelles technologies permettra de gagner en compétitivité et mieux répondre aux besoins et aux attentes des consommateurs. Le développement de la digitalisation et de l'automatisation est indispensable pour conserver une compétitivité-coût suffisante tout en assurant la transition écologique de l'agriculture et de l'alimentation. La digitalisation permettra également de mieux répondre aux besoins d'information des consommateurs et de favoriser le renforcement des systèmes alimentaires territoriaux, afin de concourir à la fois à la résilience du secteur, son indépendance, et la possibilité pour les consommateurs d'accéder à des produits locaux et de qualité.

Comme dans le secteur agricole, l'ensemble des évolutions attendues nécessitera une anticipation des nouveaux besoins en compétences. Dans ce contexte, il est essentiel d'assurer aux entrepreneurs français un vivier de candidats qualifiés et motivés pour pourvoir les postes vacants de techniciens mais également de répondre à de nouveaux besoins, avec des profils ingénieurs ou chercheurs dédiés.

Enfin, développer les protéines végétales et diversifier les sources de protéines, en favorisant la R&D pour le développement d'une offre compétitive de protéines végétales (notamment légumineuses) et pour la diversification des sources de protéines pour l'alimentation humaine et animale, permettra de contribuer à répondre aux enjeux nutritionnels et environnementaux, et de renforcer la souveraineté alimentaire de la France et de l'Europe.

Mieux comprendre les liens entre santé et alimentation pour mieux adapter son alimentation

Les études récentes l'ont montré : le microbiome (les microorganismes et les produits de leurs activités) est essentiel pour la santé, notamment dans la prévention de maladies chroniques. Cela passe notamment par un soutien à la recherche via un Programme et équipements prioritaires de recherche (PEPR), doté de 60 millions d'euros, piloté par l'INRAE et l'INSERM, afin de soutenir la recherche amont sur la compréhension de l'influence du microbiote humain dans la régulation des fonctions vitales.

Les aliments et boissons fermentés, qui sont produits par l'action de ferments (levures, bactéries) permettant la transformation de la matière première et lui confèrent des propriétés organoleptiques et/ou de conservation, sont sources de microorganismes vivants et leur consommation régulière est une source de diversité microbienne. A travers la modulation de la relation environnement/hôte/microbiote, les aliments fermentés sont un atout majeur de préservation de la santé et un domaine d'avenir pour répondre aux enjeux de nutrition, de santé publique et de maintien de la biodiversité. 70 % des denrées alimentaires dans le monde sont fermentées avec des potentiels d'innovation importants. Ce secteur représente un chiffre d'affaires de 60 Md€, dont 20 % à l'export, dans un marché mondial qui dépassera 1000 Md€ en 2030. Pays du pain, du vin et du fromage, la France est déjà le pays de la fermentation. Le développement de la connaissance sur les ferments et leurs actions sur la santé des individus est donc essentiel pour la constitution d'une offre agroalimentaire française compétitive dans ce domaine.

Répondre aux besoins et attentes du consommateur pour une alimentation locale et de qualité

L'atteinte de cet objectif passe par le développement de systèmes alimentaires territorialisés qui permettent de fournir aux acteurs de la chaîne alimentaire des terrains d'expérimentation variés pour tester leurs innovations technologiques, leurs nouveaux produits, ainsi que les nouveaux modèles économiques, contractuels et de gouvernance (innovation organisationnelle).

Il passe également par le développement de nouvelles solutions de traçabilité, par exemple fondées sur la blockchain, pour répondre à la demande de transparence des consommateurs.

L'emballage est devenu un axe majeur d'innovation sur les aliments. Tout au long de la chaîne de production alimentaire, les denrées sont en contact avec des emballages, entraînant des enjeux de sécurité sanitaire. L'enjeu est donc de mobiliser la recherche pour identifier des solutions pour les rendre plus recyclables, plus réutilisables, mais aussi plus protecteurs pour la qualité nutritionnelle des aliments.

II. Bilan

Les diagnostics

11 diagnostics concernent la stratégie ADFS. Compte-tenu des liens étroits avec les enjeux de transition agroécologique qui font l'objet de la stratégie SADEA, 9 d'entre eux sont communs aux deux stratégies.

Diagnostics validés et publiés :

- DIAGR'Hauts-de-France - GIE EURASANTE : Diagnostic à l'échelle des Hauts de France pour mieux connaître la filière de l'agroalimentaire et ses facteurs d'évolutions à trois ans en matière de compétences et emplois, et de les mettre en perspective avec l'offre de formation initiale et continue existante ;
- FIPADE - GIP formation continue insertion professionnelle Académie de Lille : Diagnostic sur la filière des « Produits Aquatiques » dans les Hauts de France (vision prospective de la formation initiale comme continue, plan d'action pour l'attractivité des métiers et des formations) ;
- EBEMICE - TEK4Life : Diagnostic sur les besoins en formation des professionnels sur le Green Deal en distinguant les divers métiers concernés par les nouvelles exigences environnementales : comptables, ingénieurs du chiffre, financiers, services de l'Etat... (commun avec les SA SADEA et Verdissement du numérique).

Diagnostics en attente ou en cours de validation :

- DIAFTID - Institut Agro Angers : Diagnostic aux niveaux national et international des formations (niveau bac jusqu'au doctorat) autour du paysage (dans toute leur diversité : depuis la conception jusqu'à la réalisation du projet), ainsi que l'alimentation et l'environnement et des formations mixant paysage et sciences/techniques (commun avec les SA SADEA et Ville durable) ;
- BIOECO++ - INRAE AGREENIUM : Diagnostic pour définir et qualifier les compétences transverses / génériques (autres que les compétences métiers) nécessaires au développement de la bioéconomie (commun avec les SA SADEA et produits biosourcés) ;
- CAP Agricultures – AGROPARISTECH : Diagnostic sur les besoins en formation (niveaux bac+5 à +8 et formation continue) sur le périmètre des agricultures (productions animales, végétales, énergétiques, matériaux biosourcés, relations avec la société, les territoires et les acteurs économiques) (commun avec la SA SADEA) ;
- EFOR2BIO - Université Côte d'Azur : Diagnostic sur l'analyse des besoins de formations sur les domaines du biocontrôle et des biostimulants (commun avec la SA SADEA) ;
- FEL'COMPET 2030 – CTIFL : Diagnostic sur la filière des fruits et légumes frais pour les besoins en compétences et l'analyse des offres existantes de formation (commun avec la SA SADEA) ;
- FORM'IDABLE PROTEINES – TERRESINOVA/APAD : Diagnostic emplois-compétences sur la filière des protéines végétales afin de dresser un état des lieux et décrypter l'écart entre l'offre de formation et les besoins en compétences des différents maillons des filières agricoles (commun avec la SA SADEA) ;
- STAF - Chambres d'agriculture France/Resolia : Diagnostic sur les nouvelles compétences, les formations et les moyens pédagogiques à mettre en place pour la transition alimentaire et énergétique, ainsi que sur les compétences transverses nécessaires à la diffusion du conseil de l'entreprise agricole (commun avec la SA SADEA) ;
- VEGE'COMPETENCES - Végépolys Valley : Diagnostic sur la filière du végétal pour identifier l'adéquation entre les formations et les besoins des entreprises, recenser les nouvelles attentes et mutualiser les outils de promotion des métiers et des formations (commun avec les SA SADEA et Produits biosourcés).

Les dispositifs de formation

6 dispositifs de formation ont été validés :

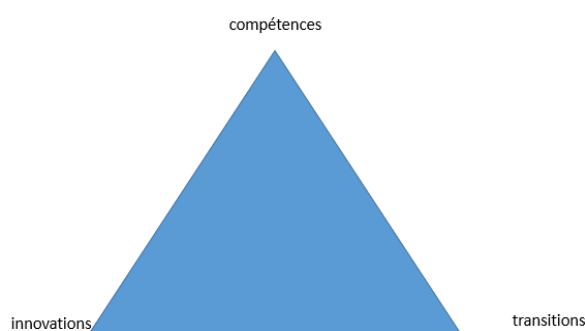
- FAMEX - CMQe Economie de la mer : Formations du niveau 3 à 7 économie de la mer, attractivité des métiers (commun avec les SA Digitalisation et Décarbonation des mobilités) ;
- ALIMCARE – UniLaSalle : Création et enrichissement de formations initiales et continue santé par l'alimentation pour la restauration, l'accompagnement des personnes, le maintien à domicile et parcours de soin ;
- FAMOUS - Université de Clermont-Auvergne : Formations dans les domaines de la microbiologie industrielle et de la fermentation (commun avec la SA Médicaments) ;
- ALIMED 2025 - CMQE TIH Région Sud : Verdissement des métiers de la filière Hôtellerie-café-restauration et agricole (formation initiale et continue) ;

- Institut BOUSSINGAULT – CNAM : Formation professionnelle dans les secteurs de la production, transformation, distribution ; combinaison des sciences numérique, automatisme, modélisation dans les domaines microbiologie, zootechnie et agroécologie (commun avec la SA SADEA) ;
- VITAMIN'A - Grand Avignon : Métiers et formations innovantes autour de la naturalité et de l'alimentation (formation initiale et continue pour étudiants, salariés, entreprises) (commun avec la SA SADEA).

III. Attendus principaux de la saison 2

Compte-tenu du continuum entre les stratégies SADEA et ADFS, cette partie est commune à l'ensemble de l'objectif 6.

On doit combiner les 3 dynamiques représentées sur le triangle ci-dessous, mais on doit le faire aux bonnes échelles : ni trop local, ni trop global. En lien avec les stratégies des gros groupements de producteurs/coopératives, on imagine les futurs dispositifs de formation pour qu'il prépare à des choix tactiques à l'échelle micro (plante / parcelle / exploitation) comme à des choix stratégiques plus collectifs à l'échelle méso (celle des filières territorialisées et de la gestion des communs).



Les projets CMA que nous voulons voir déposer en lien avec les objets France 2030 doivent décrire les relations entre compétences et innovation et surtout entre compétences et transitions. Derrière cette dernière relation, on mesure la capacité des acteurs à prendre les risques du changement malgré les aléas et l'importance des relations en boucle entre les experts et les décideurs

Le secteur doit produire plus et mieux avec moins d'intrants et plus d'aléas.

1. Nécessité de nouveaux diagnostics

Les 14 diagnostics des SA ADFS et SADEA - dès lors qu'ils seront publiés - constituent un socle solide pour aborder la saison 2. Il faut les valoriser, les partager pour inspirer des projets de dispositifs là où des besoins en compétences ont été identifiés - comme dans les secteurs des agro équipements, du conseil en agro écologie, de la fermentation ou de la formation des cuisiniers. Il est vraisemblable qu'en cours de saison 2, des manques se fassent jour sur des champs d'emplois comme la biosécurité, les circuits courts, la production locale d'énergie de proximité et l'écotourisme.

2. Quels niveaux de formations ?

Pour la transition agroécologique, les niveaux de formation sont majoritairement bac à bac + 3 sur des emplois à deux majeures parmi les 3 espaces dominants : sciences biotechniques et agro écologie, maths appliquées et numérique, sciences humaines et créations de valeurs marchandes et non marchandes.

Le besoin d'encadrement d'agriculteurs primo entrants ayant une propension à prendre des risques est aussi très fort. Ces conseillers « augmentés » - inclus dans des collectifs transdisciplinaires en réseau - auront une capacité à repérer et à combiner des innovations techniques et organisationnelles hors secteur et intra secteur. Ils vont faire prendre des risques par la veille et via le numérique.

Pour la transition alimentaire, les domaines concernent particulièrement les alternatives aux protéines animales et la mise au point de nouveaux ingrédients et de nouveaux aliments favorisant l'adoption par les consommateurs de régimes alimentaires plus sains et plus durables. La formation des cuisiniers dans le domaine de la restauration collective est également un élément clé pour contribuer à l'éducation à l'alimentation dès le plus jeune âge.

3. Quelles modalités de formation initial scolaire/supérieur et formation continue ?

Ces modalités de formation tous niveaux confondus font intervenir des acquis et des données en prise avec le réel (observation et cinétique d'évolution) avec des notions de compréhension et de gestion en situation complexe. Grâce aux outils numériques, on va rapprocher ces deux approches et décrire la réalité au plus près des événements (ex pression parasitaire, manque d'eau, ...) et y plaquer des raisonnements complémentaires selon les enjeux adressés et priorisés pour décider en situation complexe et décrire les événements induits comme un futur retour d'expérience (vers IA).

4. Compétences attendues

Les premiers diagnostics font bien apparaître la diversité des compétences attendues en lien avec les innovations des objets France 2030. On doit considérer que la recherche permanente de la multiperformance doit certes amener à disposer de compétences polarisées sur une filière, un territoire, une ressource, un process, un marché mais aussi et surtout de compétences qui sont capables de combiner ces éléments d'un système complexe et à le décrire, à le voir se déformer voire à en modéliser la déformation sous hypothèses réalistes.

5. Quantification du besoin de la cible

C'est un exercice complexe qui doit se baser sur la réalité des chiffres actuels. Pour le secteur agricole, rappelons qu'en 2020, 800 000 personnes travaillent de manière régulière dans les exploitations agricoles métropolitaines et outre-mer. Elles occupent dans les deux tiers des cas des fonctions d'actifs dirigeants. La main-d'œuvre permanente assure 85 % de l'activité des exploitations agricoles. A ces 800 000 personnes, il faut ajouter les 35 000 personnes qui travaillent dans le secteur de la pêche, considéré dans notre champ d'intervention et confronté à des problématiques très proches.

Or, le niveau de formation des actifs agricoles (salariés et chefs d'exploitation) accuse toujours en 2020 un retard de 8 points par rapport à l'ensemble de la population active de 20 à 64 ans : 21 % des actifs n'ont pas suivi l'enseignement du lycée, contre 13 % en moyenne dans la population active française. En 2021, 5 % des actifs agricoles ont bénéficié d'une formation de l'enseignement supérieur (BTS et au-delà) contre 45 % pour l'ensemble des actifs (Eurostat).

Le secteur agroalimentaire, y compris artisanat commercial, compte cette même année 2020, 78 200 entreprises. Ce secteur emploie 790 500 salariés en équivalent temps plein (ETP) : 450 800 dans les industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons, 184 200 dans le commerce de gros de produits agroalimentaires et 155 500 dans l'artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie. Au sein des entreprises non financières et non agricoles implantées en France, les entreprises agroalimentaires emploient 6,3 % des salariés en équivalent temps plein et réalisent 9,9 % du chiffre d'affaires, 10,8 % des exportations et 6,1 % de la valeur ajoutée.

On peut faire l'hypothèse que les enjeux de souveraineté et de décarbonation vont permettre de stabiliser l'emploi tant de l'amont que de l'aval même si les tendances lourdes conduiraient à considérer un repli annuel de l'ordre de 1,5 % des effectifs.

L'essentiel réside dans une évolution des compétences en lien avec les changements qui vont s'imposer et les outils qui permettront de vivre avec : aux métiers de chaînes de valeurs vont s'ajouter des métiers de la résilience que les premiers vont alerter une fois franchi des limites concertées de gestion routinière.

II. Fiche Thématique : Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique (SADEA)

I. Présentation de la stratégie

La stratégie « Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique » (SADEA) s'appuie sur 3 objectifs :

- Innover pour la 3e révolution agricole ;
- Renforcer la résilience et accélérer l'adaptation de l'agriculture au changement climatique ;
- Créer de la valeur dans les territoires grâce à une approche filière.

Innover pour la 3e révolution agricole

La 3e révolution agricole, c'est la révolution du vivant et de la connaissance. C'est un nouveau chapitre de notre histoire agricole qui est en train de s'ouvrir pour faire face au défi du changement climatique et de la nutrition.

Jusqu'à présent, le monde agricole moderne a connu deux révolutions majeures : la première à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec la généralisation du machinisme ; puis dans la seconde partie du XXe siècle, avec la généralisation de l'agrochimie. Deux révolutions agricoles ont permis d'atteindre l'objectif qui avait été fixé aux agriculteurs de France : produire en quantité suffisante pour nourrir le peuple.

Après cela, la vision qui a été développée pour ces agricultures a consisté à réduire les effets de ces révolutions, en passant à de l'agriculture raisonnée ou encore en développant des pratiques agroécologiques. Ces changements étaient et restent absolument nécessaires. Mais il nous faut désormais entrer dans cette 3e révolution agricole, qui se fonde sur un triptyque : numérique, robotique et génétique.

Cette 3e révolution agricole est à même de sortir des impasses (notamment techniques qui ont conduit, au nom des transitions, à réduire nos productions et à favoriser les importations) tout en nous assurant de maintenir la finalité première de notre agriculture, celle de nourrir. Ce rôle nourricier qui nécessite de produire en quantités suffisantes et en qualité, aussi bien d'un point de vue nutritionnel qu'environnemental.

France 2030 soutient la recherche dans ces domaines via deux Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) dotés de 95 millions d'euros et pilotés par l'INRAE et l'INRIA, avec pour objectif de soutenir la recherche amont, notamment sur la disponibilité des données et des technologies, l'agro-robotique ou encore le déploiement et la généralisation de ces innovations tout au long de la chaîne alimentaire.

Le développement des technologies numériques, y compris l'intelligence artificielle, par les startups de l'AgriTech française doit permettre le bon développement d'outils d'aide à la décision et l'optimisation de l'efficacité des équipements, afin de mieux piloter la conduite des exploitations et de réaliser des gains de rentabilité et de performance agro-environnementale (conditions de travail, bien-être animal, gestion de nouvelles cultures, surveillance des sols, ressources utiles en eau, météo, etc.).

Dans le cadre de cette stratégie, des projets technologiques innovants sont accompagnés, notamment autour du développement du recueil et du partage en confiance des données recueillies par les capteurs ou l'imagerie ainsi que l'interopérabilité des solutions numériques développées.

Renforcer la résilience et accélérer l'adaptation de l'agriculture au changement climatique

Face à des aléas climatiques de plus en plus fréquents et violents, renforcer la résilience de notre agriculture et accélérer son adaptation est un impératif. Pour y arriver, disposer de nouveaux génotypes, prendre en compte de nouveaux traits de sélection ou encore envisager d'autres modes de culture avec des graines de différentes variétés semées ensemble, plus résilientes et robustes vis-à-vis des bioagresseurs, vont permettre de rendre nos cultures plus adaptées au changement climatique.

Au-delà, la stratégie accompagnera le développement de matériels de protection face aux aléas en soutenant des groupes et entreprises industriels français en position de pouvoir prétendre à une place sur ces marchés, pour le développement de nouvelles solutions, la massification de leur déploiement et l'optimisation des matériels d'application.

Créer de la valeur dans les territoires grâce à une approche filière

C'est par une approche multi-acteurs (par exemple Territoires d'innovation, living labs, Structuration des filières, etc.) que les innovations, tant technologiques qu'organisationnelles, pourront se faire. C'est par cette approche que les processus de recherche et d'innovation pourront être accélérés, et que ces innovations pourront in fine être déployées.

Cela passe par :

- Un soutien aux expérimentations, aux démonstrateurs et aux tests à grande échelle en conditions réelles pour finaliser la conception, lever les derniers verrous, valider le respect des conditions de sécurité ou de performance environnementale des nouvelles technologies et prouver l'efficacité technique, économique et environnementale de produits et services innovants en vue de leur mise sur le marché ;
- Un soutien à l'industrialisation et à la compétitivité d'équipements plus performants ;
- Un soutien à l'accès au marché, à travers un accompagnement qui permette aux offreurs de nouvelles solutions de mieux se structurer et se coordonner (équipements agricoles, biocontrôle), d'exporter plus facilement.

Ces innovations sont un facteur d'attractivité supplémentaire pour les métiers de l'agriculture et impliquent, dans le même temps, un développement des compétences adaptées (data, numérique, robotique, etc.).

II. Bilan

Les diagnostics

12 diagnostics concernent la stratégie SADEA, 9 d'entre eux étant communs avec la stratégie ADFS.

Diagnostics validés et publiés :

- FIANE - EPLEFPA Vesoul : Diagnostic emplois-compétences à l'échelle nationale dans les domaines de la maintenance des matériels agricoles et des agroéquipements et analyse de l'évolution des métiers ou compétences liées à l'adaptation des matériels aux enjeux de la transition agroécologique et de la révolution numérique ;
- EBEMICE - TEK4Life : Diagnostic sur les besoins en formation des professionnels sur le Green Deal en distinguant les divers métiers concernés par les nouvelles exigences environnementales : comptables, ingénieurs du chiffre, financiers, services de l'Etat... (commun avec les SA ADFS et Verdissement du numérique).

Diagnostics en attente ou en cours de validation :

- CAPSAGRI – IDELE : Diagnostic sur l'accès aux métiers agricoles pour les salariés (caractérisation des profils des nouveaux salariés agricoles, offre de formation existante pour les salariés, identification des nouvelles compétences nécessaires, revue bibliographique) ;
- DECGE - Union professionnelle du génie écologique : Diagnostic filière, emplois et compétences pour la filière du génie écologique (cartographie des besoins en compétences, recensement des formations existantes, analyse des besoins en nouvelles formations, conception d'un plan d'action) (commun avec la SA Ville durable) ;
- DIAFTID - Institut Agro Angers : Diagnostic aux niveaux national et international des formations (niveau bac jusqu'au doctorat) autour du paysage (dans toute leur diversité : depuis la conception jusqu'à la réalisation du projet), ainsi que l'alimentation et l'environnement et des formations mixant paysage et sciences/techniques (commun avec les SA ADFS et Ville durable) ;
- BIOECO++ - INRAE AGREENIUM : Diagnostic pour définir et qualifier les compétences transverses / génériques (autres que les compétences métiers) nécessaires au développement de la bioéconomie (commun avec les SA ADFS et produits biosourcés) ;
- CAP Agricultures – AGROPARISTECH : Diagnostic sur les besoins en formation (niveaux bac+5 à +8 et formation continue) sur le périmètre des agricultures (productions animales, végétales, énergétiques, matériaux biosourcés, relations avec la société, les territoires et les acteurs économiques) (commun avec la SA ADFS) ;
- EFOR2BIO - Université Côte d'Azur : Diagnostic sur l'analyse des besoins de formations sur les domaines du biocontrôle et des biostimulants (commun avec la SA ADFS) ;
- FEL'COMPET 2030 – CTIFL : Diagnostic sur la filière des fruits et légumes frais pour les besoins en compétences et l'analyse des offres existantes de formation (commun avec la SA ADFS) ;
- FORM'IDABLE PROTEINES – TERRESINOVIA/APAD : Diagnostic emplois-compétences sur la filière des protéines végétales afin de dresser un état des lieux et décrypter l'écart entre l'offre de formation et les besoins en compétences des différents maillons des filières agricoles (commun avec la SA ADFS) ;

- STAF - Chambres d'agriculture France/Resolia : Diagnostic sur les nouvelles compétences, les formations et les moyens pédagogiques à mettre en place pour la transition alimentaire et énergétique, ainsi que sur les compétences transverses nécessaires à la diffusion du conseil de l'entreprise agricole (commun avec la SA ADFS) ;
- VEGE'COMPETENCES - Végépolys Valley : Diagnostic sur la filière du végétal pour identifier l'adéquation entre les formations et les besoins des entreprises, recenser les nouvelles attentes et mutualiser les outils de promotion des métiers et des formations (commun avec les SA ADFS et Produits biosourcés).

Les dispositifs de formation

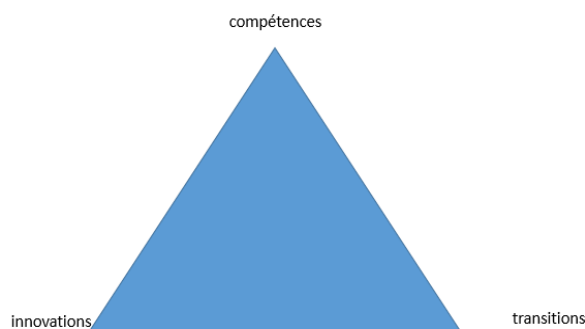
4 dispositifs de formation ont été validés :

- VINUM - Fondation UNIT : Numériser les formations de la filière vigne ;
- FAAN - CFPPA de Ondes : Modernisation et innovation pédagogique pour l'emploi et compétences 3ème révolution agricole, révolution numérique et énergétique (formations courtes et formations diplômantes étudiants et salariés, chefs d'entreprises, enseignants formateurs...)
- Institut BOUSSINGAULT – CNAM : Formation professionnelle dans les secteurs de la production, transformation, distribution ; combinaison des sciences numérique, automatisme, modélisation dans les domaines microbiologie, zootechnie et agroécologie (commun avec la SA ADFS) ;
- VITAMIN'A - Grand Avignon : Métiers et formations innovantes autour de la naturalité et de l'alimentation (formation initiale et continue pour étudiants, salariés, entreprises) (commun avec la SA ADFS).

III. Attendus principaux de la saison 2

Compte-tenu du continuum entre les stratégies SADEA et ADFS, cette partie est commune à l'ensemble de l'objectif 6.

On doit combiner les 3 dynamiques représentées sur le triangle ci-dessous, mais on doit le faire aux bonnes échelles : ni trop local, ni trop global. En lien avec les stratégies des gros groupements de producteurs/coopératives, on imagine les futurs dispositifs de formation pour qu'il prépare à des choix tactiques à l'échelle micro (plante / parcelle / exploitation) comme à des choix stratégiques plus collectifs à l'échelle méso (celle des filières territorialisées et de la gestion des communs).



Les projets CMA que nous voulons voir déposer en lien avec les objets France 2030 doivent décrire les relations entre compétences et innovation et surtout entre compétences et transitions. Derrière cette dernière relation, on mesure la capacité des acteurs à prendre les risques du changement malgré les aléas et l'importance des relations en boucle entre les experts et les décideurs

Le secteur doit produire plus et mieux avec moins d'intrants et plus d'aléas.

1. Nécessité de nouveaux diagnostics

Les 14 diagnostics des SA ADFS et SADEA - dès lors qu'ils seront publiés - constituent un socle solide pour aborder la saison 2. Il faut les valoriser, les partager pour inspirer des projets de dispositifs là où des besoins en compétences ont été identifiés - comme dans les secteurs des agro équipements, du conseil en agro écologie, de la fermentation ou de la formation des cuisiniers. Il est vraisemblable qu'en cours de saison 2, des manques se fassent jour sur des champs d'emplois comme la biosécurité, les circuits courts, la production locale d'énergie de proximité et l'écotourisme.

2. Quels niveaux de formations ?

Pour la transition agroécologique, les niveaux de formation sont majoritairement bac à bac + 3 sur des emplois à deux majeures parmi les 3 espaces dominants : sciences biotechniques et agro écologie, maths appliquées et numérique, sciences humaines et créations de valeurs marchandes et non marchandes.

Le besoin d'encadrement d'agriculteurs primo entrants ayant une propension à prendre des risques est aussi très fort. Ces conseillers « augmentés » - inclus dans des collectifs transdisciplinaires en réseau - auront une capacité à repérer et à combiner des innovations techniques et organisationnelles hors secteur et intra secteur. Ils vont faire prendre des risques par la veille et via le numérique.

Pour la transition alimentaire, les domaines concernent particulièrement les alternatives aux protéines animales et la mise au point de nouveaux ingrédients et de nouveaux aliments favorisant l'adoption par les consommateurs de régimes alimentaires plus sains et plus durables. La formation des cuisiniers dans le domaine de la restauration collective est également un élément clé pour contribuer à l'éducation à l'alimentation dès le plus jeune âge.

3. Quelles modalités de formation initial scolaire/supérieur et formation continue ?

Ces modalités de formation tous niveaux confondus font intervenir des acquis et des données en prise avec le réel (observation et cinétique d'évolution) avec des notions de compréhension et de gestion en situation complexe. Grâce aux outils numériques, on va rapprocher ces deux approches et décrire la réalité au plus près des événements (ex pression parasitaire, manque d'eau, ...) et y plaquer des raisonnements complémentaires selon les enjeux adressés et priorisés pour décider en situation complexe et décrire les événements induits comme un futur retour d'expérience (vers IA).

4. Compétences attendues

Les premiers diagnostics font bien apparaître la diversité des compétences attendues en lien avec les innovations des objets France 2030. On doit considérer que la recherche permanente de la multiperformance doit certes amener à disposer de compétences polarisées sur une filière, un territoire, une ressource, un process, un marché mais aussi et surtout de compétences qui sont capables de combiner ces éléments d'un système complexe et à le décrire, à le voir se déformer voire à en modéliser la déformation sous hypothèses réalistes.

5. Quantification du besoin de la cible

C'est un exercice complexe qui doit se baser sur la réalité des chiffres actuels. Pour le secteur agricole, rappelons qu'en 2020, 800 000 personnes travaillent de manière régulière dans les exploitations agricoles métropolitaines et outre-mer. Elles occupent dans les deux tiers des cas des fonctions d'actifs dirigeants. La main-d'œuvre permanente assure 85 % de l'activité des exploitations agricoles. A ces 800 000 personnes, il faut ajouter les 35 000 personnes qui travaillent dans le secteur de la pêche, considéré dans notre champ d'intervention et confronté à des problématiques très proches.

Or, le niveau de formation des actifs agricoles (salariés et chefs d'exploitation) accuse toujours en 2020 un retard de 8 points par rapport à l'ensemble de la population active de 20 à 64 ans : 21 % des actifs n'ont pas suivi l'enseignement du lycée, contre 13 % en moyenne dans la population active française. En 2021, 5 % des actifs agricoles ont bénéficié d'une formation de l'enseignement supérieur (BTS et au-delà) contre 45 % pour l'ensemble des actifs (Eurostat).

Le secteur agroalimentaire, y compris artisanat commercial, compte cette même année 2020, 78 200 entreprises. Ce secteur emploie 790 500 salariés en équivalent temps plein (ETP) : 450 800 dans les industries alimentaires (hors artisanat commercial) et boissons, 184 200 dans le commerce de gros de produits agroalimentaires et 155 500 dans l'artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie. Au sein des entreprises non financières et non agricoles implantées en France, les entreprises agroalimentaires emploient 6,3 % des salariés en équivalent temps plein et réalisent 9,9 % du chiffre d'affaires, 10,8 % des exportations et 6,1 % de la valeur ajoutée.

On peut faire l'hypothèse que les enjeux de souveraineté et de décarbonation vont permettre de stabiliser l'emploi tant de l'amont que de l'aval même si les tendances lourdes conduiraient à considérer un repli annuel de l'ordre de 1,5 % des effectifs.

L'essentiel réside dans une évolution des compétences en lien avec les changements qui vont s'imposer et les outils qui permettront de vivre avec : aux métiers de chaînes de valeurs vont s'ajouter des métiers de la résilience que les premiers vont alerter une fois franchi des limites concertées de gestion routinière.